AU BRÉSIL : LA COEXISTENCE POLITIQUEMENT ASSUMÉE MAIS TENDUE ENTRE L'AGROBUSINESS EXPORTATEUR ET L'AGRICULTURE FAMILIALE

par Bernard Roux¹

Sur la base d'une concentration foncière héritée de la période coloniale et esclavagiste, s'est constitué au Brésil un puissant agrobusiness tourné vers les marchés extérieurs, politiquement très puissant et bénéficiaire des aides de l'État. Parallèlement, survivant pendant des siècles sur les marges des latifundia, dans les latifundia eux-mêmes et dans des zones de colonisation peuplées de paysans venus d'Europe, une agriculture paysanne hétérogène a été tenue à l'écart des politiques publiques jusqu'aux années très récentes (milieu des années 1990).

Pendant très longtemps, ces deux univers ont été reliés par la complémentarité habituelle rencontrée au sein des systèmes latifundiaires après la fin de l'esclavage, celle de l'emploi de la force de travail paysanne par les grandes exploitations : métayers-ouvriers installés dans les *fazendas* de café, sur les terres des *engenhos* de canne à sucre; migration saisonnière des paysans du Nordeste comme coupeurs de canne à sucre dans l'Etat de Sao Paulo. Les transformations des techniques agricoles dans les grandes exploitations au cours des dernières décennies, notamment par la mécanisation, ont fait perdre beaucoup d'importance à cette complémentarité historique.

C'est dans les années 1960-1970 que les latifundia traditionnels, peu productifs, sont devenus des exploitations capitalistes par l'adoption des technologies modernes grâce à la distribution massive d'avantages économiques de la part de l'Etat (subventions, crédits bonifiés, prix garantis) et grâce également à la défaite des tenants de la réforme agraire sous la dictature militaire (1964-1984). Les fondements de l'agrobusiness étaient ainsi posés. Quant aux agriculteurs familiaux et minifundistes, expulsés des latifundias, soit ils se prolétarisèrent, soit ils survécurent dans la marginalité, mis à part une petite fraction d'entre eux, héritiers de colons européens dans les Etats du sud du pays. Les migrations saisonnières des paysans pauvres nordestins continuèrent.

Cette période, qui correspond à l'industrialisation du pays par une politique d'import-substitution, s'achève par une violente crise de la dette externe. Pour faire face à celle-ci, l'agrobusiness est encouragé par tous les moyens (subventions aux grandes exploitations, appel à du capital étranger dans l'agroalimentaire, construction d'infrastrusctures de stockage et d'écoulement des produits). Il devient un puissant complexe exportateur qui s'appuie sur un lobby parlementaire très efficace (la « bancada ruralista ») et qui permettra l'équilibre du commerce extérieur. L'exploitation capitaliste n'en est qu'un élément : il comprend aussi les grandes entreprises agroalimentaires de transformation et de trading ainsi que les industries d'amont (Monsanto).

Au milieu des années 1980, la fin du régime militaire va permettre l'émergence dans le champ politique de l'agriculture oubliée, « invisible », celle des exploitants familiaux et minifundistes. La revendication de la réforme agraire refait surface par le Mouvement des sans terre (MST), les syndicats paysans réclamant une politique propre. Il faut attendre la deuxième moitié des années 1990 pour que celle-ci se matérialise par une politique de crédit spécifique (PRONAF) puis par la création du ministère dédié à la réforme agraire et aux exploitants familiaux (MDA). Cette prise en compte de la « petite production » se renforce dans la décennie 2000 avec les présidences Lula (reconstruction d'un sytème national de vulgarisation, loi de l'agriculture familiale de 2006, politique de développement rural-territorial)

¹ Correspondant de l'Académie de France, chargé de recherche à l'INRA, membre de l'UMR Politiques publiques, associant le département d'économie et sociologie de l'INRA (SAE2) et AgroParisTech.

Les tensions n'en demeurent pas moins permanentes avec l'agrobusiness (conflits fonciers résultant des revendications pour la réforme agraire, expulsions de paysans par les grands exploitants dans les zones de frontière, notamment en Amazonie), mais ils sont gérés au niveau politique, grâce, notamment, à l'existence du ministère de l'Agriculture, entre les mains de l'agrobusiness. Ainsi s'est mis en place au cours des vingt-cinq dernières années une coexistence assumée politiquement, bien que tendue, entre l'agrobusiness exportateur et l'agriculture familiale à qui revient un rôle majeur dans l'approvisionnement du marché intérieur.

Les exploitations familiales sont devenues une catégorie légale, définie à partir de la main-d'œuvre employée (salariat inférieur au travail familial), mais très hétérogène car on y trouve aussi bien le minifundiste travaillant avec des outils manuels que l'exploitation capitalisée entièrement marchande. Au nombre de 4,4 millions en 2006, d'une surface moyenne de 18,4 ha, elles comptaient pour 84,4% du nombre total d'exploitations, 24,3 % des terres, 74,4% des personnes occupées dans l'agriculture, 38% de la production finale agricole. Leur rôle dans l'approvisionnement alimentaire du pays est capital : elles produisent 84 % du manioc, 67 % des haricots, 58 % des bananes, 49 % du maïs, 59 % des porcins, 52% du lait, 40 % de l'aviculture.

Le nombre de ces exploitations à beaucoup augmenté au cours du dernier demi siècle: 5,17 millions en 2006, contre 1,9 million en 1940. La proportion d'exploitations de moins de 10 ha n'a cessé d'augmenter : 34,4 % en 1940, 52,8 % en 2006. Par ailleurs, l'incorporation de grandes quantités de nouvelles terres cultivées sur la frontière agricole a été considérable : 152 millions d'hectares entre 1940 et 1960, 125 millions entre 1960 et 1985. En 2006, la surface totale des exploitations était de 329 millions d'hectares, soit 2,17 fois plus qu'en 1940 et, par exemple, onze fois la superficie agricole utilisée par les exploitations françaises. Cet accroissement considérable de superficie a laissé la structure foncière pratiquement inchangée. Les grandes exploitations, de plus de 1000 hectares (1,5 %), détenaient 48,3 % de la surface totale en 1940 et encore 44,4 % en 2006 (46 900 exploitations, 0,9 %).

En résumé, l'agriculture brésilienne a conservé et même renforcé, dans le dernier demi siècle, sa structure foncière bipolaire héritée de son long passé : d'un côté la moitié des exploitations sont des petits minifundia (<10 ha), de l'autre, 1% des exploitations concentrent près de la moitié des terres et, entre les deux, les exploitations moyennes restent très minoritaires en nombre et en superficie. Les grandes exploitations (>1000ha) se partagent 146 millions d'hectares et ont une dimension moyenne de 6 875 hectares. En même temps, deux traits essentiels, maintenant admis comme complémentaires, se sont affirmés : d'une part, l'agrobusiness s'est renforcé autour de l'exploitation capitaliste et a augmenté considérablement ses exportations, selon le modèle de l'économie libérale, de l'autre, l'agriculture familiale et minifundiste a acquis récemment une reconnaissance politique, selon des critères démocratiques, qui a permis la mise en place de mesures propres justifiées par son rôle dans la société brésilienne : approvisionnement du marché intérieur, maintien de l'emploi agricole, occupation et développement des territoires ruraux.